

4,5% de croissance pour le Maroc en 2015

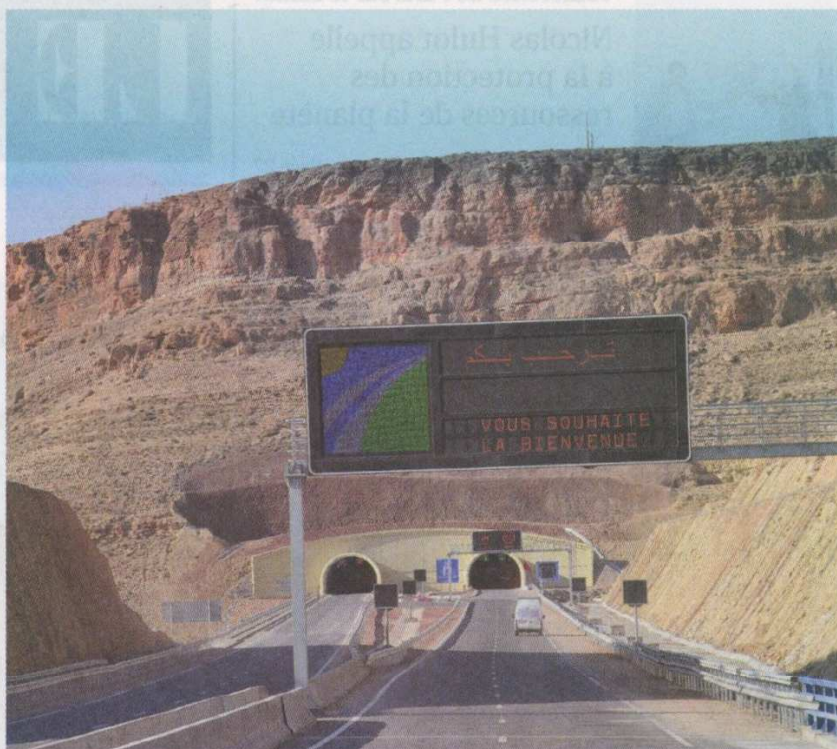
Selon les Perspectives économiques en Afrique 2015, publiées hier à l'occasion des 50es Assemblées annuelles de la BAD, la croissance économique du Maroc serait identique à celle de tout le continent : 4,5% en 2015 et 5% en 2016. Le gouvernement table, lui, sur 4,4% cette année.

La croissance économique de l'Afrique devrait se consolider en 2015 et 2016. Elle atteindrait 4,5 et 5% respectivement, après deux années d'expansion modérée (3,5% en 2013 et 3,9% en 2014), convergeant ainsi avec les taux actuellement observés en Asie. En Afrique du Nord, le PIB évoluerait de 4,5% cette année et 4,4% en 2016. Le rythme de la croissance du produit intérieur brut (PIB) du Maroc sera identique à celui de toute l'Afrique : 4,5% en 2015 et 5% l'année suivante, selon les Perspectives économiques en Afrique (PEA) 2015, publiées hier à l'occasion des 50es Assemblées annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement (www.lematin.ma).

Réalisé conjointement par la BAD, le Centre de développement de l'OCDE et le Programme de développement des Nations unies (PNUD), ce rapport renferme des analyses, des projections économiques et des notes pays concernant les 54 États d'Afrique. Les prévisions pour le Maroc sont plus ou moins en ligne avec celles du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Le FMI prévoit en effet 4,4 et 5% de croissance en 2015 et 2016. La Banque mondiale, quant à elle, table sur 4,6 et 4,8%.

Selon le rapport PEA 2015, la croissance attendue au Maroc en 2015 et 2016 serait principalement alimentée par la reprise du secteur agricole et la poursuite de la tendance haussière des activités non agricoles (principalement les industries mécaniques, électriques et électroniques - IMEE - et le secteur minier). Elle dépendra, néanmoins, de plusieurs facteurs. Tout d'abord, la poursuite de la reprise de la demande mondiale adressée au Royaume qui devrait enregistrer un accroissement de 6,7% cette année. Ensuite, la baisse des cours du pétrole devrait permettre au pays de poursuivre le redressement de ses équilibres macroéconomiques, revigorer le pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité de ses entreprises. Enfin, les prévisions de croissance dépendront aussi de la mise en œuvre des différentes réformes structurelles déjà engagées (régime de retraite, fiscalité, bonne gouvernance, justice, et caisse de compensation).

Toujours selon le même document, le niveau de la dette du Trésor devrait légèrement augmenter de 64,3% en 2014 à 66% en 2015 avant de diminuer progressivement à partir de 2016, «grâce aux réformes d'assainissement de la dette et aux mesures de rétablissement progressif des équilibres budgétaire et extérieur entreprises par le gouvernement depuis 2011». Le déficit budgétaire s'améliorerait à -4,2% cette année puis à -3,8% l'année



Le rapport est réalisé conjointement par la BAD, le Centre de développement de l'OCDE et le Programme de développement des Nations unies.

prochaine, contre -4,9% l'année dernière. Celui du compte courant se stabiliserait à 6,1% avant de s'alléger à -5,6% en 2016. Par ailleurs, en 2015 et 2016, l'inflation devrait rester «faible», respectivement à 1,2 et 1,4%, en raison notamment des faibles prix du pétrole qui se répercuteront sur les coûts de production et de transport. Et «en tenant compte du double effet de la hausse du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) attendue pour juillet 2015, et des révisions à la hausse des tarifs de l'eau et de l'électricité».

Dynamisme limité pour le privé

Concernant le secteur privé, son dynamisme reste encore limité, selon le rapport qui cite les résultats du diagnostic de croissance réalisé en 2014 par la BAD. Le secteur peine à développer son rôle de moteur de la croissance économique et de la création d'emplois. Cette situation résulte de la combinaison de plusieurs facteurs tels que le poids important du secteur informel, la prépondérance des PME (95% du tissu productif) et leur incapacité à se développer en taille ainsi que la faible diversification sectorielle des investissements concentrés dans les industries mécaniques, électroniques et le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP). Le Maroc devrait chercher à lever les obstacles au développement du secteur privé, notamment la mauvaise qualité du système éducatif et l'inadéquation entre l'offre et la demande de travail, la lenteur de l'exécution des décisions de justice, les distorsions fiscales ainsi que la difficulté d'accès au foncier (industriel et agricole). De même, malgré les avancées réalisées, l'accès aux services financiers des TPME reste encore faible en 2014. ■

Moncef Ben Hayoun

Le déficit budgétaire s'améliorerait à -4,2% puis à -3,8% l'année prochaine et celui du compte courant se stabiliserait à 6,1% avant de tomber -5,6% en 2016.